

International

# CE QUE NOUS APPRENNENT LES MIDTERMS DE 2018 (ET CE QU'ELLES NE NOUS APPRENNENT PAS)

Renan-Abhinav Moog

12/11/2018

**À partir des résultats des élections de mi-mandat du 6 novembre 2018, Renan-Abhinav Moog analyse la situation politique post-électorale des démocrates et ce qu'elle pourrait être en vue des prochains scrutins, et surtout de l'élection présidentielle de 2020, en tenant compte notamment des critères décisifs que sont l'évolution démographique et la répartition géographique des différentes composantes de l'électorat.**

## Statistiquement, Donald Trump et le Parti républicain auraient dû perdre bien plus

La popularité du président a une influence considérable sur le résultat des *midterms* organisées durant son mandat. Les *midterms* profitent d'ordinaire toujours au parti d'opposition. Toutefois, moins le président est impopulaire, moins les gains de l'opposition sont importants.

Début novembre 1994, Bill Clinton était à 46% d'opinions favorables. Lors des *midterms* du 6 novembre 1994, les démocrates perdaient 9 sièges au Sénat, 54 à la Chambre et le contrôle des deux assemblées. La Chambre n'avait pas été aux mains des républicains depuis novembre 1954. Le Sénat était lui aussi contrôlé par les démocrates depuis 1954, avec une parenthèse républicaine de six ans, entre 1980 et 1986, pendant les années de présidence Reagan.

Mi-novembre 2002, suite aux attentats du 11 septembre, George W. Bush était à 68% de popularité. Le GOP (Grand Old Party, Parti républicain) remportait deux sièges supplémentaires au Sénat et huit à la Chambre.

Enfin, début novembre 2010, Barack Obama atteignait 45% de satisfaction. Les démocrates perdaient six sièges au Sénat et 63 à la Chambre.

Donald Trump a abordé ces *midterms* au plus bas, avec seulement 40% d'opinions favorables. En tenant compte uniquement des cas Clinton et Obama, l'on peut traduire ces deux situations mathématiquement, et en extrapolant, déduire le résultat théorique des républicains à la Chambre, en fonction de la popularité de Donald Trump.

Traduisons tout d'abord les relations popularité / pertes à la Chambre pour Clinton et Obama, avec des équations du genre  $y = a \cdot x + b$  où  $y$  est le nombre de sièges perdus à la Chambre et  $x$  le niveau de popularité :

- $63 = a \cdot 45 + b$
- $54 = a \cdot 46 + b$

On en déduit que  $a = 9$  et  $b = -468$ . Cela permet de calculer la valeur de  $y$  quand  $x = 40$  (c'est-à-dire de trouver le nombre de sièges perdus à la Chambre pour un niveau de popularité égal à 40). On a :  $y = 9 \cdot 40 - 468$ , soit  $y = -108$ . En suivant les mêmes relations popularité / pertes que Clinton et Obama, Donald Trump et les républicains auraient ainsi dû perdre 108 sièges. Or, ils n'en ont perdu qu'une trentaine.

Bien évidemment, une élection ne suit jamais une logique mathématique. Cela permet toutefois de relativiser les pertes du GOP, qui sont bien inférieures à ce qu'étaient celles des démocrates en 1994 et 2010, alors que la popularité de Donald Trump est inférieure à ce qu'étaient celles de Bill Clinton et Barack Obama.

Au Sénat, les résultats sont plus conformes aux habitudes électorales américaines, même si les résultats aux sénatoriales depuis 2006 nous avaient fait oublier comment se terminaient généralement ces élections avant cette date. À toutes les élections de 2006 à 2016, celle de 2012 exceptée, les gains se faisaient au bénéfice d'un seul des deux partis. En 2012, les démocrates gagnaient trois sièges mais en perdaient un.

### Gains et pertes par parti entre 2006 et 2016

Parti	2006	2008	2010	2012	2014	2016
<b>DEM</b>	+6	+8	-6	+2	-9	+2
<b>GOP</b>	-6	-8	+6	-2	+9	-2

Si l'on regarde les sept cycles précédent 2006, l'on s'aperçoit que la situation s'inverse : l'exception est une perte unilatérale (1994) tandis que les six autres se concluent par des échanges de sièges entre les deux partis.

### Gains, pertes et bilan net pour les démocrates, entre 1992 et 2004

Parti	1992	1994	1996	1998	2000	2002	2004
<b>DEM</b>	-2 / +1	-8	-3 / +1	-3 / +3	-2 / +6	-3 / +1	-6 / +2
<b>Bilan net</b>	-1	-8	-2	0	+4	-2	-4

2018 marque un retour à la situation *ante* 2006 ; les républicains ont remporté au moins trois sièges démocrates : le Dakota du Nord, le Missouri et l'Indiana, tandis que les démocrates ont remporté deux sièges GOP, en Arizona et dans le Nevada.

Ces pertes ne sont donc pas en elles-mêmes inquiétantes pour les démocrates. Toutefois, leur localisation, elle, l'est davantage. Sur les trois États concernés, un a voté pour Obama en 2008, tandis que les deux autres ont été très (et exceptionnellement) compétitifs.

	<b>Indiana</b>	<b>Missouri</b>	<b>Dakota du Nord</b>
<b>Obama 2008</b>	1 374 039 (49,85%)	1 441 911 (49,23%)	141 403 (44,5%)
<b>Kerry 2004</b>	969 011 (39,26%)	1 259 171 (46,1%)	111 052 (35,5%)
<b>Évolution 2008/2004</b>	+405 028 (+29,5%)	+182 740 (+14,5%)	+30 351 (+27,3%)

C'est donc dans des terres où ils avaient fortement progressé que les démocrates ont le plus régressé dernièrement. Les autres États compétitifs en 2008 étaient la Géorgie, le Montana, l'Arizona, la Caroline du Nord, la Caroline du Sud et le Dakota du Sud. Force est de constater que dix ans après, ils sont tous, Arizona excepté, revenu violemment dans le giron GOP.

## Mais les démocrates ne sont plus dans une situation électoralement favorable

Pourquoi l'avancée des démocrates a-t-elle donc été beaucoup plus mesurée qu'on pouvait l'attendre ? Tout simplement parce que, depuis 2010, le terrain leur est très défavorable. Sur le plan sénatorial, ils partaient avec un désavantage certain, tenant à la fois de leur très grand succès dans la série renouvelée en 2018 et de leur faiblesse sur les deux autres.

### Répartition démocrates / républicains des sièges de sénateurs des trois classes

<b>Parti</b>	<b>Sièges en 2018</b>	<b>Série I (2012-2018)</b>	<b>Série II (2014-2020)</b>	<b>Série III (2016-2022)</b>
<b>DEM</b>	49	25	12	12
<b>GOP</b>	51	8	21	22
<b>Total</b>	100	33	33	34

Or, plus on a de sièges à défendre, plus on a de risque d'en perdre. Surtout quand une partie de ces sièges se situe dans des États ayant largement soutenu le candidat opposé lors du dernier scrutin présidentiel. Sur leurs 25 sortants dont le siège était en jeu en novembre 2018, pas moins de dix étaient élus dans des États ayant voté pour le GOP à au moins un des deux derniers scrutins présidentiels.

Le Montana, le Dakota du Nord, le Missouri, l'Indiana et la Virginie occidentale avaient soutenu Mitt Romney en 2012 et Donald Trump quatre ans plus tard. La Floride, l'Ohio, le Michigan, la Pennsylvanie et le Wisconsin avaient soutenu Donald Trump, rompant parfois avec un vote uniformément démocrate depuis plus de vingt ans. Concernant ces cinq derniers États, des signes avant-coureurs laissaient penser qu'une bascule était possible. Les démocrates avaient ainsi perdu les sièges de sénateurs dans le Wisconsin et la Pennsylvanie en 2010. Ils avaient échoué à s'imposer lors de l'élection du gouverneur de Floride en 2014. Ted Strickland, gouverneur sortant de l'Ohio, n'avait pas été réélu en 2010. Enfin, le poste de gouverneur du Michigan était revenu au GOP cette même année, et l'était resté en 2014.

Il a suffi d'une campagne énergique et aux messages faisant mouche pour bon nombre d'habitants de la *Rust Belt* pour faire basculer ces États, et donc l'élection, en faveur de Trump, alors que tous les indicateurs donnaient Hillary Clinton grande gagnante. Avec les progrès réalisés entre 2006 et 2008 et, surtout, sur la base de la réélection d'Obama en 2012, malgré une déconvenue lors des *midterms* de 2010, la carte présidentielle était largement favorable aux démocrates : en ne gagnant aucun *swing State* et en ne l'emportant uniquement dans leurs fiefs, ils demeuraient majoritaires au sein du collège électoral.

Et pourtant, Hillary Clinton a largement devancé Donald Trump en termes de vote populaire. Cette année encore, on a pu lire beaucoup de commentaires saluer l'importante avance des voix démocrates, à la fois pour les élections des gouverneurs, au Sénat et à la Chambre.

### Récapitulatif provisoire des voix démocrates et républicaines pour les trois scrutins de ces *midterms*

<b>Parti</b>	<b>Gouverneurs</b>	<b>Sénat</b>	<b>Chambre</b>	<b>Rappel 2016</b>
<b>DEM</b>	42 532 979	48 105 390	53 467 778	65 853 514
<b>GOP</b>	41 433 897	34 313 064	48 471 790	62 984 828
<b>Avance des DEM</b>	1 102 082	13 789 326	4 995 988	2 868 686
<b>États concernés</b>	36	33	50	50

En 2016, l'avance de Hillary Clinton en Californie était suffisante pour lui assurer une avance au niveau national.

### Scores de Clinton et Trump en Californie et dans le reste du pays en 2016

<b>Candidats</b>	<b>Californie</b>	<b>49 autres États</b>
<b>Clinton</b>	8 753 788	57 099 726
<b>Trump</b>	4 483 810	58 501 018
<b>Avance de Clinton sur Trump</b>	+4 269 978	-1 401 292

En 2018, il n'y avait pas de candidat GOP au Sénat en Californie. Les démocrates ont obtenu un score exceptionnel dans la sénatoriale du Texas, et plus de 66% dans l'État de New York. Enfin, ils ont obtenu un score très serré en Floride. Ces quatre États sont les plus peuplés du pays. Dans deux autres de leurs fiefs très peuplés, le Massachusetts et le Maryland, ils ont dépassé 60% des voix au Sénat.

	<b>Californie (S)</b>	<b>New York (S)</b>	<b>Massachusetts (S)</b>	<b>Maryland (S)</b>
<b>DEM</b>	7 293 244	3 729 966	1 617 444	1 363 259
<b>GOP</b>	0	1 875 530	974 312	659 380
<b>Avance DEM sur GOP</b>	+ 7 293 244	+ 1 854 336	+ 643 132	+ 703 879

	<b>Californie (S)</b>	<b>New York (S)</b>	<b>Massachusetts (S)</b>	<b>Maryland (S)</b>
<b>% de l'avance nationale</b>	52,9%	13,5%	4,7%	5,1%

L'avance des démocrates dans ces quatre États où il n'y a aucun enjeu représente donc 76,2% de leur avance nationale au Sénat. Le reste de cette avance s'explique aisément et saute aux yeux en regardant une carte des 33 États qui renouvelaient leurs sénateurs cette année : Oregon et Illinois exceptés, on y trouve tous les autres fiefs démocrates – Washington, Nouveau-Mexique, Hawaii, Minnesota, Wisconsin, Michigan, Pennsylvanie, Virginie, New Jersey, Delaware, Connecticut et Rhode Island. Et les sénateurs démocrates y ont été réélus avec des marges très importantes : +17,4 points pour Maria Cantwell dans l'État de Washington, +23,4 points pour Martin Heinrich au Nouveau-Mexique, +42,2 points pour Mazie Hirono à Hawaii, +19,9 points pour Chris Murphy dans le Connecticut, ou encore +15,7 pour Tim Kaine en Virginie.

Du côté des républicains, la plupart de leurs fiefs, anciens ou récents, ne votaient pas : Idaho, Dakota du Sud, Kansas, Oklahoma, Arkansas, Louisiane, Kentucky, Alabama, Géorgie, Caroline du Sud. Cela crée forcément un très fort avantage en voix pour les démocrates. Cet avantage, souligné par tous les observateurs comme étant un signe très positif, est au contraire un point négatif, vu le mode de scrutin présidentiel américain : gagner avec une marge très importante dans quelques États très peuplés n'a que peu d'intérêt, si l'on n'est pas capable de gagner dans une majorité d'États.

Avec la perte de la *Rust Belt*, les démocrates ont signé la fin d'un terrain favorable, qui leur était acquis depuis 1992. Entre-temps, ils avaient réussi à consolider des *swing States* qui avaient permis les deux élections de George W. Bush (Nevada, Colorado, Nouveau-Mexique, New Hampshire), voire à conquérir un fief GOP (la Virginie). Mais cela était insuffisant face à la perte surprise de leurs fiefs de la *Rust Belt*.

Au niveau de la Chambre, les démocrates obtenaient 233 sièges après les *midterms* de 2006, soit un score très proche de celui de cette année. Mais si l'on met côte à côte une carte des districts en 2006 et une actuelle, l'on s'aperçoit qu'un important glissement s'est produit. Les démocrates ont énormément reculé dans le *Deep South* et plus généralement dans les zones rurales. En 2018, la quasi-totalité des districts démocrates sont urbains, à quelques exceptions près : dans l'Iowa, le Minnesota, le Wisconsin.

Par ailleurs, l'on a beaucoup lu, notamment sur les réseaux sociaux, que le *gerrymandering*, pratique qui consiste à jouer sur le découpage des circonscriptions pour favoriser tel ou tel parti ou permettre la représentation d'une minorité, a joué en défaveur des démocrates. S'il est indéniable que le *gerrymandering* défavorise les démocrates dans certains États comme la Caroline du Nord, il est faux d'affirmer qu'il les a privés d'une plus large victoire à la Chambre. Il suffit de citer un chiffre pour s'en persuader : ils ont obtenu 52,4% des votes populaires. 52,4% des 435 sièges à la Chambre, cela représente 228 sièges. Or les démocrates ont d'ores et déjà remporté 233 sièges et peuvent espérer en gagner entre 1 et 3 supplémentaires, quand les 3 districts encore en suspens auront livré leurs résultats définitifs.

## Ont-ils la possibilité de renverser la tendance en deux ans ?

Deux ans, c'est très court. Les démocrates ont deux solutions : ou bien tout miser sur un retour en grâce dans la *Rust Belt* et tenter de regagner une élection simplement en s'appuyant sur leurs fiefs, ou bien faire basculer des fiefs GOP pour compenser les pertes de 2016. Les *midterms* de 2018 montrent que ce deuxième scénario est possible à court ou moyen terme.

En 2016, Hillary Clinton a obtenu 232 grands électeurs contre 306 à Trump. En gagnant l'Arizona et le Texas, elle aurait devancé Trump avec 281 grands électeurs face à 257. En faisant basculer la Géorgie, elle aurait obtenu un total de 297 contre 241 à Trump. Enfin, en gagnant la Caroline du Nord, elle aurait atteint 312 grands électeurs, contre 226 à Trump. En se renforçant dans ces États, ils devraient également se renforcer en Floride. Mais ces chiffres montrent qu'ils peuvent se passer de la Floride pour gagner une élection présidentielle. Ces cinq États ont tous un point commun : ils connaissent une forte croissance démographique, contrairement aux États de la *Rust Belt*.

La nouvelle répartition des grands électeurs aura lieu après le recensement de 2020 et s'appliquera aux scrutins de 2024 et 2028.

### Évolution des grands électeurs par États dans huit États clés

États	2010-2020	2020-2030	Bilan
<b>Texas</b>	38	41	+3
<b>Floride</b>	29	31	+2
<b>Géorgie</b>	16	16	=
<b>Caroline du Nord</b>	15	16	+1

États	2010-2020	2020-2030	Bilan
<b>Arizona</b>	11	12	+1
<b>Pennsylvanie</b>	20	19	-1
<b>Ohio</b>	18	17	-1
<b>Michigan</b>	16	15	-1

De plus, ces États connaissent une transformation de leur population, et suivent ce qui s'est produit en Virginie ces dernières années. Entre 1952 et 2004, la Virginie, État conservateur du Sud, n'avait voté qu'à une seule reprise pour le candidat démocrate à la présidentielle : c'était en 1964, lors de la vague en faveur de Lyndon Johnson. Depuis 2006, les démocrates y ont gagné un premier siège au Sénat, avec la victoire de Jim Webb face au sortant George Allen. En 2008, ils ont remporté le second siège, avec la victoire de Mark Warner. En 2013, ils ont repris le poste de gouverneur. Et surtout, cet État a voté démocrate lors des trois dernières élections présidentielles consécutives.

Ce glissement s'explique par un changement rapide de la population de l'État, voisin de Washington DC. En quelques années, la minorité hispanique a fortement augmenté, jusqu'à atteindre 9% de la population en 2016. En 1990, les Latino-Américains ne représentaient que 2,6% de la population de Virginie, contre 4,7% en 2000. De plus, 20% de la population est afro-américaine, communauté qui progresse de nouveau depuis les années 2000, après des décennies de baisse, exode vers le Nord oblige. Enfin, les *Asians-Americans* représentent 6,5% de la population. Au total, les minorités qui votent largement pour les démocrates totalisent au moins 35,5% des Virginiens. Et ces transformations ne sont pas prêtes de se terminer, en raison de bons taux de natalité et d'une forte immigration, la périphérie de Washington (Arlington, Fairfax county, Loudoun county, Prince William county) et les villes du sud-est de l'État (Virginia Beach, Norfolk) étant très attractives et gagnant en population.

Un État actuellement républicain connaît un phénomène semblable, la Géorgie, dans des proportions différentes. Les Afro-Américains représentent 31,4% de la population. 8,8% de la population est hispanique, et on assiste à une forte augmentation de la communauté asiatique, notamment à Atlanta. Elle est passée de 1,2% en 1990 à 3,3% en 2010. Les minorités totalisent donc au moins 43,5% de la population. Là encore, ils votent largement pour les démocrates. Si le GOP continue à remporter tous les scrutins depuis 2008, la Géorgie sera sans aucun doute un vrai *swing State* d'ici quelques années.

	<b>2008 (Pr)</b>	<b>2008 (Sen)</b>	<b>2010 (Gov)</b>	<b>2012 (Pr)</b>	<b>2014 (Sen)</b>	<b>2014 (Gov)</b>	<b>2016 (Pr)</b>
<b>DEM</b>	1 844 123 46,9%	1 757 393 46,8%	1 107 011 53,0%	1 773 827 45,5%	1 160 811 45,2%	1 138 476 44,8%	1 877 963 45,9%
<b>GOP</b>	2 048 759 52,1%	1 867 097 49,8%	1 365 832 43,0%	2 078 688 53,3%	1 358 088 52,9%	1 341 161 52,8%	2 089 104 51%

Avec 1 918 847 voix en 2018, Stacey Abrams obtient le meilleur score (en voix) jamais obtenu par un candidat démocrate à une élection en Géorgie. Même si elle ne l'a pas emporté, son score est vraiment un signe encourageant pour les démocrates. Il montre également que la base de leur électorat, dans cet État conservateur du sud, ne répugne pas à voter pour une candidate de l'aile gauche du parti.

Au Texas et en Arizona, c'est la forte croissance de la population hispanique qui finira par les faire basculer dans le camp démocrate. C'est chose faite depuis le 12 novembre pour l'Arizona, où Kyrsten Sinema a finalement été déclarée gagnante. Et la victoire démocrate a failli se produire au Texas, qui n'a pas élu de démocrate depuis les années 1990.

Enfin, en Caroline du Nord, les Afro-Américains représentent 21,5% de la population, les Latino-Américains 8,4%, et les Asio-Américains 2,2%. Cet État bénéficie d'une très forte croissance démographique, notamment dans les agglomérations de Charlotte et Raleigh, bastions démocrates dans un État républicain.

En novembre 2018, on peut dire, contrairement à ce que tous les observateurs et tous les médias expliquent, que la réélection de Donald Trump est extrêmement probable dans deux ans. L'affirmer n'est pas vouloir favoriser Trump, c'est bien au contraire espérer que les démocrates saisiront toutes les opportunités qui s'offriront à eux dans les deux années à venir pour renverser la tendance et remporter le prochain scrutin présidentiel. Malheureusement, il est plus probable que les démocrates préféreront se bercer des sondages et des analyses qui les donneront nettement favoris pour 2020. Le traumatisme de 2016 semble n'avoir pas été assez important pour créer une réelle prise de conscience.

Les succès de Sanders et de Trump en 2016 montraient pourtant une tendance commune : le ras-le-bol de la base par rapport aux *establishments* de Washington. Les taux de popularité extrêmement bas de Mitch McConnell (*Majority leader* GOP au Sénat), Paul Ryan (son homologue à la Chambre jusqu'en janvier 2019), Nancy Pelosi (nouvelle *Majority leader* démocrate à la Chambre, à partir de janvier 2019) et Chuck Schumer (*Minority leader* démocrate au Sénat) le montrent très

bien.

En 2016, les démocrates n'ont pas su comprendre ce message. Hillary Clinton est devenue leur candidate et elle a perdu, parce que la base démocrate dans les États de la *Rust Belt* lui a fait défaut. Sans action pour reconquérir cette base, et avec les résultats économiques obtenus par Trump, comment imaginer que l'Ohio, la Pennsylvanie, le Michigan ou le Wisconsin ne revotent pas pour le président sortant dans deux ans ?

Si les démocrates veulent sortir de l'opposition, il leur faut réagir. Et réagir vite. Car le danger qui les guette, comme lors de leur dernière grave crise, après la présidence de Jimmy Carter, est de voir la Maison Blanche leur échapper trois fois de suite.